



**HAL**  
open science

**Compte rendu de J.Y. WEIGEL, Migration et  
production domestique des Soninké du Sénégal, Paris,  
ORSTOM, 1982, Annales E.S.C.**

Monique Chastanet

► **To cite this version:**

Monique Chastanet. Compte rendu de J.Y. WEIGEL, Migration et production domestique des Soninké du Sénégal, Paris, ORSTOM, 1982, Annales E.S.C.. Annales: Economies, Sociétés, Civilisations, 1985, n° 6, p. 1442-1444. halshs-02266844

**HAL Id: halshs-02266844**

**<https://shs.hal.science/halshs-02266844>**

Submitted on 16 Aug 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

J. Y. Weigel, *Migration et production domestique des Soninké du Sénégal*

Monique Chastanet

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Chastanet Monique. J. Y. Weigel, *Migration et production domestique des Soninké du Sénégal*. In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 40<sup>e</sup> année, N. 6, 1985. pp. 1442-1444;

[https://www.persee.fr/doc/ahess\\_0395-2649\\_1985\\_num\\_40\\_6\\_283244\\_t1\\_1442\\_0000\\_003](https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1985_num_40_6_283244_t1_1442_0000_003)

---

Fichier pdf généré le 12/04/2018

centrale ne peut être décalqué sur d'autres Afriques<sup>1</sup>.

Henri MONIOT

1. Le même auteur vient de réunir en une plaquette les communications relatives au Zaïre, présentées au congrès annuel de l'Association canadienne des études africaines en 1983 (*État indépendant du Congo, Congo belge, République démocratique du Congo, République du Zaïre ?*, sous la dir. de B. Jewsiewicki, Québec/Sainte Foy, Éd. SAFI Press, 1984, 161 p.) On y trouve, sous des plumes zaïroises ou occidentales, bien des matériaux et des réflexions historiques, politiques et économiques, en particulier sur l'État — ou la déperdition de l'État — dans le Zaïre. B. Jewsiewicki y contribue lui-même par de très éclairantes remarques sur l'ethnicité aujourd'hui, sa pratique et son idéologie, en confrontation avec d'autres légitimations par le passé, avec d'autres mises en forme de la solidarité ou de la compétition dans les mutations sociales en cours, et montrant la pluralité des objectifs sociaux au service desquels elle peut être mobilisée.

**J. Y. WEIGEL**, *Migration et production domestique des Soninke du Sénégal*, Paris, ORSTOM, Travaux et documents n° 146, 1982, 133 p.

Cet ouvrage d'économie analyse l'impact des migrations de travail, et de l'introduction récente de la culture irriguée sur les structures économiques et sociales des villages soninke du haut Sénégal. L'auteur rappelle les étapes de cette émigration depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme réponse à la pression fiscale de l'administration coloniale et au déclin du commerce du fleuve : dirigée tout d'abord vers le bassin arachidier, la marine marchande et les villes de la côte, elle s'est tournée dès le début du XX<sup>e</sup> siècle vers le Congo, le Gabon, la Côte-d'Ivoire, puis vers la métropole. Les migrations de longue durée se sont ainsi substituées aux migrations sai-

sonnières. Ce mouvement s'est accentué dans les années 1960 avec les départs massifs vers la France : 30 à 50 % de la population active masculine de cette région sont actuellement touchés (l'émigration familiale et donc féminine étant très réduite), dont plus de 70 % en direction de la France. Le freinage de l'immigration en France depuis 1974 a provoqué un redéploiement partiel vers d'autres destinations, anciennes et nouvelles : la marine marchande, l'Afrique équatoriale, la Libye... ou l'attente à Dakar !

L'auteur souligne l'impact contradictoire de l'émigration sur la société : elle tend au renforcement des rapports sociaux existants en prenant appui elle-même sur l'organisation familiale et en permettant l'évacuation de certains conflits, mais elle favorise aussi la remise en cause des rapports hiérarchiques au sein de la famille (aînés/cadets) et de la société (libres/esclaves). Jusqu'à la fin des années 1950, l'absence de revenus réguliers des migrants et donc leur plus grande dépendance par rapport à la société villageoise ont limité la portée de ces transformations. Ces dernières années, l'extraversion de l'économie soninke et l'apparition de grandes inégalités de revenus entre migrants et cultivateurs restés au pays ont provoqué des segmentations familiales et accéléré le mouvement d'émancipation des esclaves. Mais plus que de changements radicaux, l'auteur parle d'une reproduction dégradée des rapports sociaux, concrétisée notamment par le maintien des structures foncières.

L'agriculture de la région se caractérise par l'association de cultures sous pluie (*jeeri*) et de cultures de décrue (*waalo*), celles-ci occupant cependant une place moins grande que dans la moyenne vallée. Si l'accès au *jeeri* est généralement libre, les terres de *waalo*, plus valorisées, sont détenues par les anciennes familles dirigeantes qui peuvent en céder l'usage temporairement contre une redevance en nature, en argent ou en travail. Ces prêts de terre se font parfois en dehors de tout lien de dépendance préexistant, mais ils se négo-

cient le plus souvent en fonction des anciens rapports maître/esclave ou des rapports de clientèle. Les prestations en travail des esclaves envers leurs maîtres ont pratiquement disparu en tant que telles mais peuvent ainsi resurgir en contrepartie de l'allocation d'une terre. Cependant la marginalisation de la production agricole empêche l'émergence d'une rente foncière. Ces privilèges n'ont donc plus grande signification économique dans le contexte actuel, ils n'en traduisent pas moins le maintien d'une certaine hiérarchie sociale. Cette analyse de la réactualisation de rapports sociaux à travers les structures foncières permet de saisir concrètement un aspect de la résistance au changement.

Les conséquences de l'émigration se manifestent aussi par un niveau de vie élevé, comparé à la faiblesse des revenus villageois, et par un nouveau mode de consommation. L'épargne rapportée par le migrant est en grande partie destinée aux dépenses matrimoniales et redistribuée largement entre parents, alliés et clients. Elle donne lieu aussi à une accumulation plus individualisée avec des achats de bétail et, récemment, des investissements immobiliers à Dakar. Ces revenus jouent aussi un grand rôle dans le fonctionnement des périmètres irrigués.

Le développement de la culture irriguée et le ralentissement de l'immigration en France sont les deux faits marquants de ces dernières années. De petits périmètres d'une vingtaine d'ha en moyenne, irrigués par une ou plusieurs motopompes, ont été créés dans la plupart des villages. On y cultive du riz en hivernage, des produits maraîchers et surtout du maïs en saison sèche. La répartition généralement égalitaire des parcelles est un fait nouveau par rapport aux conditions habituelles d'accès aux terres de décrue. Les cultures pluviales et de décrue se maintiennent cependant avec des stratégies différentes selon les groupes sociaux, aspect intéressant à souligner. Les familles détentrices de terres de waalo cherchent à conserver leurs prérogatives foncières, dans la mesure où les condi-

tions écologiques le leur permettent, tandis que les autres semblent manifester un intérêt plus grand pour la culture irriguée. L'auteur fait dans l'ensemble un bilan positif de l'irrigation, malgré des coûts d'exploitation élevés, une politique des prix agricoles défavorable au développement du riz comme culture de rente et surtout la concurrence des migrations internationales comme source de revenus.

Cette étude repose essentiellement sur des enquêtes quantitatives et fournit d'abondantes données chiffrées (temps de travail, rendements, budgets...). Mais elle est un peu trop ponctuelle et ne met pas assez en évidence les dynamismes socio-économiques. L'analyse du système de production est précise dans la description du calendrier agricole, mais en se limitant à une perspective annuelle, l'auteur ne peut rendre compte des stratégies d'adaptation aux variations écologiques. En effet les pratiques culturelles comme la gestion des récoltes s'inscrivent nécessairement dans des séquences pluri-annuelles. Une grosse lacune dans ce domaine : l'absence de toute mention des greniers de réserves. Cette étude, il est vrai, a été menée durant une période de greniers vides, mais ce qui frappe justement dans les villages c'est le nombre élevé de greniers en ruines et leur remplacement progressif par des « magasins » où l'on entrepose les sacs de riz et de mil achetés dans le commerce. Les changements dans les rapports sociaux et les structures foncières gagneraient à être replacés dans une évolution de plus longue durée pour mieux en prendre la mesure. Ces processus sont en effet en germe depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, avec des phases de ralentissement et même de recul, jusqu'à la période actuelle qui semble bien, malgré des résistances indéniables, amorcer une rupture. Le déséquilibre alimentaire n'est pas non plus un problème nouveau : les crises vivrières sont une donnée structurelle dans ce milieu soudano-sahélien et mieux vaut se garder de la vision d'un passé trop prospère.

Quant à l'analyse de l'irrigation, elle est

peut-être un peu trop sereine... Quelle est donc la viabilité de cette « agriculture de soutien » financée en partie par l'émigration ? La reprise des départs vers la France depuis mai 1981 montre la force des courants migratoires et l'incapacité de l'irrigation à fixer sur place la force de travail. Enfin l'auteur ne paraît pas s'interroger sur le devenir des petits périmètres dans le cadre de l'O.M.V.S., dont il n'est nulle part question ! Il semble actuellement qu'on veuille les maintenir, à côté d'aménagements plus vastes, mais se poseront néanmoins des problèmes techniques et des problèmes de gestion avec l'extension de leur superficie. A la suite de nombreux rapports défavorables à une transformation radicale du milieu, va-t-on vers une suppression totale de la crue ou vers des solutions intermédiaires qui pourraient inclure un contrôle de la crue et permettre ainsi le maintien relatif des cultures de waalo, comme le laissent supposer des projets hydrauliques sur la rive mauritanienne ? Autant de questions qui auraient mérité d'être posées.

Monique CHASTANET

**Georges DUPRÉ**, *Un ordre et sa destruction*, Paris, ORSTOM, Mémoires, n° 93, 1982, 446 p., 13 pl. fotogr.

C'est d'abord une de ces bonnes monographies, qui procurent au lecteur un regard sur une société singulière, entrevue dans ses êtres, ses travaux, ses jours et ses histoires, et la contemplation d'une formule sociale, dont l'auteur construit, sous ses yeux, une intelligence. Sont en scène ici les Nzabi (approximativement 60 000 personnes vers 1960), qui habitent le massif du Chaillu, entre haut Oggoué et moyenne Nyanza, aux confins du Congo et du Gabon, en forêt équatoriale. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, c'était une

population industrielle et dynamique, maîtresse d'une gamme variée d'activités : chasse, agriculture, élevage, cueillette, artisanat, métallurgie régionalement renommée. Elle participait intensément au commerce à longue distance induit par une vieille présence européenne sur les côtes ; situés à l'amont du réseau, côté producteurs, les Nzabi compensaient ce désavantage de position par la diversité de leurs partenaires relais, branchés qu'ils étaient sur le haut Oggoué et sur les diverses voies méridionales et occidentales rejoignant l'océan ; dans les années 1860, une interruption du premier de ces courants déclenche l'extension du peuplement nzabi vers le sud. C'est un peuple actif, mobile, en expansion, que la colonisation stoppe, fixe et assujettit.

Le village, réalité relativement fugace et transitoire et qui « n'avait rien d'un microcosme », y était d'une essence moins forte que ses quartiers constituants, les unités de production et de résidence, dont le principe d'agrégation majeur (mais non exclusif, ni rigide) était patrilocal, alors que le principe d'identité était matrilineaire. Pour l'individu, l'horizon social comprenait, outre cette unité de travail et d'habitat, la parenté proche et modestement dispersée faite des membres de son matrilignage et de celui de son père, et le réseau d'une parenté clanique qui, par généralisation potentielle au niveau clanique des relations de la parenté consanguine, lui permettait de trouver, sur tout l'espace nzabi, dans les clans de ses quatre grands-parents, des parents utiles et propres à lui assurer partout une intégration efficace. Vu d'en haut, le tissu social était le réseau pan-nzabi des clans, aux alliances intenses et répétées : ordre conçu, ordre pratiqué, ordre traitant ses inégalités inter- et intraclaniques de manière à en désamorcer la charge délétère, et à exclure la concentration d'un pouvoir.

La colonisation fut d'abord une catastrophe physique (sept ans de guerilla et d'errances, épidémie, recrutements de main-d'œuvre) au sortir de laquelle la